

Bruxelles, le 24.4.2024
C(2024) 2567 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 24.4.2024

**modifiant la décision d'exécution C(2023) 4803 de la Commission du 19.7.2023 relative
au financement du troisième train de mesures particulières en faveur de la République
démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2023**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 24.4.2024

modifiant la décision d'exécution C(2023) 4803 de la Commission du 19.7.2023 relative au financement du troisième train de mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2023

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) Par la décision C(2023) 4803 final, la Commission a adopté le troisième train de mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2023.
- (2) La Commission doit prendre acte de modifications non substantielles apportées par l'ordonnateur compétent au titre de la clause de flexibilité figurant à l'article 4 de la décision C(2023) 4803 final dans le cadre de l'action intitulée «Soutien à la relance des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les zones sortant du conflit», représentant une augmentation budgétaire de 3 000 000 EUR³.
- (3) La «facilité de coopération» visée à l'annexe 5 de la décision C(2023) 4803 final a pour vocation de concevoir les interventions de l'Union en matière de développement et les activités connexes en matière de visibilité et de communication, tout en renforçant la coordination des donateurs. Elle permet la conception et la mise en œuvre d'activités répondant au besoin de disposer à l'avenir d'engagements réactifs et tenant compte des conflits, d'activités plus intenses en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, d'une coordination renforcée avec les États membres pour l'élaboration d'initiatives «Équipe Europe», ainsi que d'une coordination générale des donateurs avec la communauté des donateurs au sens large.

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2021/947/oj>.

³ Décision approuvée le 22.2.2024.

- (4) Afin de répondre à des priorités supplémentaires compte tenu du contexte changeant en Éthiopie, la modalité de mise en œuvre prévue à l'annexe 5 de la décision C(2023) 4803 final doit être étendue de la seule gestion directe à la gestion directe et indirecte. Cela devrait permettre à l'Union de soutenir le groupe des partenaires pour le développement, en mettant particulièrement l'accent sur la prise de décision, sur un dialogue stratégique à la fois structuré, inclusif et fondé sur des preuves, sur la mise en œuvre des décisions, sur une concertation étroite et optimisée entre le gouvernement éthiopien et le groupe des partenaires pour le développement, sur l'alignement des groupes de travail sectoriels, sur la transparence, sur la responsabilité mutuelle et sur une approche orientée vers les résultats soutenue à l'échelle nationale et infranationale, ainsi que de contribuer activement à l'obtention du résultat 1.4 de l'action intitulée «Coordination des donateurs, coordination au niveau de l'UE et consolidation des initiatives "Équipe Europe"».
- (5) La présente décision d'exécution de la Commission doit être considérée comme un avenant substantiel sans incidence financière.
- (6) Il convient dès lors de modifier la décision C(2023) 4803 final de la Commission en conséquence.
- (7) La modification prévue dans la présente décision ne relève pas des catégories de modifications pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947 de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption,

DÉCIDE:

Article unique

La décision C(2023) 4803 final de la Commission est modifiée comme suit:

- (1) L'article 3 est remplacé par l'article suivant:

«Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés à la section 4.4.4 de l'annexe 1, aux sections 4.4.2 à 4.4.6 de l'annexe 2, aux sections 4.4.1 à 4.4.3 de l'annexe 3, aux sections 4.4.3 et 4.4.4 de l'annexe 4 et à la section 4.4.2 de l'annexe 5.»

- (2) L'annexe 5 est remplacée par le texte figurant à l'annexe de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 24.4.2024

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission